

Face à l'escalade guerrière de l'État d'Israël, la complicité des grandes puissances

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahou étend sa guerre au Liban. Les bombardements massifs du Sud-Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa par l'armée israélienne, ont déjà fait plus de 700 morts et des milliers de blessés depuis qu'ils ont débuté samedi 21 septembre. Après de nouveaux bombardements sur la capitale libanaise, le gouvernement israélien a annoncé avoir tué Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah.

Un an de massacres de civils

Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour lancer le pays dans une guerre sans fin. Depuis un an, l'opération d'anéantissement de la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé, ou même des écoles, a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

Et maintenant, c'est un pays voisin, le Liban, qui est frappé et menacé d'invasion terrestre par l'armée israélienne. Des dizaines de milliers de réfugiés fuient le Sud-Liban et les quartiers sud de Beyrouth. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombardements sur le Liban a aussi pour avantage de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza.

Les larmes de crocodiles des grandes puissances

Devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York, Netanyahou est venu faire son show, certain qu'il peut compter sur le soutien sans faille des États-Unis, mais aussi de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Il présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël, face au danger représenté par le Hezbollah, milice chiite soutenue par l'Iran. Mais tant le Hezbollah au Liban

que l'Iran avaient pour le moment fait le choix de réactions très limitées après les attaques ciblées déjà menées par Israël les mois précédents dans ces deux pays. Face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah ne cherchaient pas la guerre et le risque d'un embrasement dans toute la région. Biden a beau clamer qu'il travaille à une désescalade au Liban, et Macron larmoyer sa solidarité avec le peuple libanais, leur priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région.

Pas en notre nom !

Les dirigeants du monde capitaliste, y compris depuis les assemblées de l'ONU, mènent leurs affaires avec la peau des peuples. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que le maintien de leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique, car l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin. En Israël, des manifestations ont lieu pour dénoncer son mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, mais il faudrait une contestation bien plus forte pour faire vaciller cette escalade guerrière. Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. **Faisons du week-end des 5 et 6 octobre l'occasion de manifestations massives pour faire entendre notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.**

Détricotage de la Sécu : fin du Service médical de l'Assurance Maladie

La Caisse nationale (CNAM) a annoncé un projet de fermeture des organismes du service du contrôle médical et le transfert des activités et des salariés vers les CPAM. Le SM est l'organisme de contrôle des justifications médicales des prestations, au niveau des assurés, des professionnels et établissements de santé ainsi que de veille sanitaire.

Son activité a beaucoup été réorientée vers la réduction des dépenses mais il perdure chez le personnel une conscience d'être un service public pour les travailleurs. Son indépendance des CPAM permet qu'il y ait moins de pression sur les décisions prises notamment en termes d'indemnités journalières (IJ), les directives venant des décideurs plus hauts s'en chargeant déjà assez.

Réorganisation brutale et rapide

Suite à un rapport de l'IGAS (inspection générale des affaires sociales), la CNAM a prévu d'envoyer plus de 7000 salariés dans les caisses dès avril 2025 en modifiant non seulement leur contrat de travail, leur employeur mais également le code de la Sécurité sociale ! Cette marche forcée mettra en danger les agents qui devront à court terme changer d'activité, de locaux, de collègues sans compter tous les salariés des fonctions support (paie, informatique, RH) dont les activités cesseraient tout bonnement.

Pourquoi la CNAM veut que le SM intègre les CPAM ?

La première est évidemment des économies de fonctionnement à brève échéance. Le Service médical est organisé en direction régionale regroupant pour certaines plus de 1000 salariés. Sa fin veut dire économies de fonctionnement, de locaux, de personnel et fin du CSE et des moyens alloués aux syndicats.

La deuxième et principale raison réside dans l'évolution de la gestion des IJ. La CNAM veut que le contrôle des arrêts maladie soit fait avec une approche « médico-administrative » afin d'aboutir à une gestion uniquement comptable et non plus médicale. Une petite musique que le Directeur de la CNAM, T. Fatome, assène dans les médias depuis début septembre: il y a trop d'arrêts, il faut réduire les IJ. Derrière cela, c'est le droit à l'arrêt maladie qui va être remis en cause.

Grève totale !

Une assemblée « virtuelle » a eu lieu vendredi 27 septembre à la DRSM IDF où 500 personnes se sont connectées. Une grève totale est appelée pour le 3 octobre date du CSEC. Ce n'est que le début, la CNAM doit abandonner son projet !

Déménagement : suite

Suite au CSE du 27/09, le Directeur Général a fait un communiqué sur le déménagement. Ainsi, on en sait un peu plus, à savoir que le scénario retenu est bien celui du déménagement des deux sites : Flandre et Argonne.

La CRAMIF à ce stade, au regard de la cartographie de la résidence de ses salariés, a déterminé comme zone de recherche : Paris Nord-Est ou la proche banlieue, petite couronne Nord-Est. Aucun lieu précis n'est encore pressenti.

Il faudra tenir compte de nombreux besoins spécifiques, notamment ceux des services comme le laboratoire de la direction de la Prévention, de l'accueil Invalidité et d'Escavie.

Ce projet ne concerne pas le centre de santé qui d'ici là sera passé aux UGECAM.

La direction dit que « Le déménagement ne semble pas envisageable avant mi 2026 ou fin 2026 ». Mais 2026 c'est demain !

Restons vigilants pour que les besoins de l'ensemble des salariés, mais aussi des usagers soient bien pris en compte.

Dette et déficits : et si on parlait de l'argent versé au patronat ?

En cette période de bouclage du budget, tous les commentateurs reprennent en chœur le refrain du gouvernement sur les déficits trop importants, sur la dette qui se creuse. Mais il n'est jamais question des milliards versés au patronat ! Selon la revue mensuelle Alternatives économiques, cela représente pourtant 80 milliards d'exonérations par an, avec 45 milliards par exemple en 2024 pour l'exonération totale de la part des cotisations sociales des employeurs pour les salaires au smic et d'une partie pour les salaires jusqu'à 1,6 fois le smic. Et c'est l'État qui paye pour eux... en plus des subventions qu'il leur verse.

Les conséquences ? Entre autres, le déménagement de la CRAMIF et la fermeture du service médical.

Grève nationale
contre la fermeture du Service Médical
et le détricotage de la Sécu,
jeudi 03 octobre

Rassemblement devant la CNAM
à 9h30, au 50 Av. du Professeur André
Lemierre, 75020 Paris